



# Recueil officiel des lois fédérales

---

N° 18 8 mai 1990

- 666 Prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC)
- 668 Prolongation de la durée maximum de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail dans l'assurance-chômage
- 669 Délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil. Convention
- 682 Reconnaissance des divorces et des séparations de corps. Convention
- 683 Compétence des autorités, loi applicable et reconnaissance des décisions en matière d'adoption. Convention
- 684 Loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants. Convention
- 685 Reconnaissance et exécution des décisions en matière de garde des enfants et rétablissement de la garde des enfants. Convention européenne
- 687 Aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Convention

# Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC)

Modification du 15 décembre 1989

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu le message du Conseil fédéral du 19 juin 1989<sup>1)</sup>,  
*arrête:*

## I

La loi fédérale du 19 mars 1965<sup>2)</sup> sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC) est modifiée comme il suit:

*Art. 3, al. 4<sup>bis</sup>*

<sup>4bis</sup> Le Conseil fédéral précise les frais de home, de médecin, de dentiste, de pharmacie, de soins et de moyens auxiliaires, ainsi que les cotisations d'assurance-maladie et les frais supplémentaires résultant de l'invalidité qui peuvent être déduits.

## II

### Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil national, 15 décembre 1989

Le président: Ruffy

Le secrétaire: Koehler

Conseil des Etats, 15 décembre 1989

Le président: Cavelti

La secrétaire: Huber

<sup>1)</sup> FF 1989 II 1001

<sup>2)</sup> RS 831.30

*Expiration du délai référendaire et entrée en vigueur*

<sup>1</sup> Le délai référendaire s'appliquant à la présente loi a expiré le 28 mars 1990 sans avoir été utilisé.<sup>1)</sup>

<sup>2</sup> La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

25 avril 1990

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller

Le chancelier de la Confédération, Buser

32993

<sup>1)</sup> FF 1989 III 1583

**Ordonnance  
concernant la prolongation de la durée maximum  
de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire  
de travail dans l'assurance-chômage**

du 25 avril 1990

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'article 35, 2<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 25 juin 1982<sup>1)</sup> sur l'assurance-chômage (LACI),

*arrête:*

**Article premier**

La durée maximum de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail est prolongée de trois périodes de décompte pour la branche du raffinage pétrolier.

**Art. 2**

La présente ordonnance entre en vigueur avec effet rétroactif le 1<sup>er</sup> avril 1990.

25 avril 1990

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller  
Le chancelier de la Confédération, Buser

33607

RS 837.116

<sup>1)</sup> RS 837.0

# **Convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil**

*Texte original*

Conclue à Vienne le 8 septembre 1976  
Instrument de ratification déposé par la Suisse le 19 mars 1990  
Entrée en vigueur pour la Suisse le 18 avril 1990

---

*Les Etats signataires de la présente Convention,*

désireux d'améliorer les règles relatives à la délivrance d'extraits plurilingues de certains actes de l'état civil, notamment lorsqu'ils sont destinés à servir à l'étranger,

sont convenus des dispositions suivantes:

## **Article 1<sup>er</sup>**

Les extraits des actes de l'état civil constatant la naissance, le mariage ou le décès sont, lorsqu'une partie intéressée le demande ou lorsque leur utilisation nécessite une traduction, établis conformément aux formules A, B et C annexées à la présente Convention.

Dans chaque Etat contractant, ces extraits ne sont délivrés qu'aux personnes qui ont qualité pour obtenir des expéditions littérales.

## **Article 2**

Les extraits sont établis sur la base des énonciations originaires et des mentions ultérieures des actes.

## **Article 3**

Chaque Etat contractant a la faculté de compléter les formules annexées à la présente Convention par des cases et des symboles indiquant d'autres énonciations ou mentions de l'acte, à condition que le libellé en ait été préalablement approuvé par l'Assemblée Générale de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Toutefois, chaque Etat contractant a la faculté d'adjoindre une case destinée à recevoir un numéro d'identification.

## **Article 4**

Toutes les inscriptions à porter sur les formules sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent.

**RS 0.211.112.112**

**Article 5**

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

Le nom de tout lieu mentionné dans un extrait est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé chaque fois que cet Etat n'est pas celui où l'extrait est délivré.

Le numéro d'identification est précédé du nom de l'Etat qui l'a attribué.

Pour indiquer le sexe sont exclusivement utilisés les symboles suivants: M = masculin, F = féminin.

Pour indiquer le mariage, la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, le décès du titulaire de l'acte de naissance ainsi que le décès du mari ou de la femme, sont exclusivement utilisés les symboles suivants: Mar = mariage; Sc = séparation de corps; Div = divorce; A = annulation; D = décès; Dm = décès du mari; Df = décès de la femme. Ces symboles sont suivis de la date et du lieu de l'événement. Le symbole «Mar» est en outre suivi des nom et prénoms du conjoint.

**Article 6**

Au recto de chaque extrait, les formules invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 5 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où l'extrait est délivré et la langue française.

La signification des symboles doit y être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil ou sont liés par la Convention de Paris du 27 septembre 1956<sup>1)</sup> relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger, ainsi que dans la langue anglaise.

Au verso de chaque extrait doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième alinéa du présent article,
- la traduction des formules invariables, dans les langues indiquées au deuxième alinéa du présent article, pour autant que ces langues n'ont pas été utilisées au recto,
- un résumé des articles 3, 4, 5 et 7 de la Convention, au moins dans la langue de l'autorité qui délivre l'extrait.

Chaque Etat qui adhère à la présente Convention communique au Conseil fédéral suisse, lors du dépôt de son acte d'adhésion, la traduction dans sa ou ses langues officielles des formules invariables et de la signification des symboles.

<sup>1)</sup> RS 0.211.112.11; RO 1958 1387

Cette traduction est transmise par le Conseil fédéral suisse aux Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Chaque Etat contractant aura la faculté d'ajouter cette traduction aux extraits qui seront délivrés par ses autorités.

#### **Article 7**

Si le libellé de l'acte ne permet pas de remplir une case ou une partie de case de l'extrait, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

#### **Article 8**

Les extraits portent la date de leur délivrance et sont revêtus de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrés. Ils ont la même valeur que les extraits délivrés conformément aux règles de droit interne en vigueur dans l'Etat dont ils émanent.

Ils sont acceptés sans légalisation ou formalité équivalente sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention.

#### **Article 9**

Sous réserve des accords internationaux relatifs à la délivrance gratuite des expéditions ou extraits d'actes de l'état civil, les extraits délivrés en application de la présente Convention ne peuvent donner lieu à la perception de droits plus élevés que les extraits établis en application de la législation interne en vigueur dans l'Etat dont ils émanent.

#### **Article 10**

La présente Convention ne met pas obstacle à l'obtention d'expéditions littérales d'actes de l'état civil établies conformément aux règles de droit interne du pays où ces actes ont été dressés ou transcrits.

#### **Article 11**

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature de la notification prévue à l'article 12 ou de l'adhésion, déclarer qu'il se réserve la faculté de ne pas appliquer la présente Convention aux extraits d'actes de naissance concernant des enfants adoptés.

#### **Article 12**

Les Etats contractants notifieront au Conseil fédéral suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil fédéral suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

### Article 13

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la cinquième notification et prendra dès lors effet entre les cinq Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement dépositaire en transmettra le texte au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

### Article 14

La Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger, signée à Paris le 27 septembre 1956<sup>1)</sup>, cesse d'être applicable entre les Etats à l'égard desquels la présente Convention est entrée en vigueur.

### Article 15

La réserve visée à l'article 11 pourra à tout moment être retirée totalement ou partiellement. Le retrait sera notifié au Conseil fédéral suisse.

Le Conseil fédéral suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

### Article 16

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil fédéral suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil fédéral suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la

<sup>1)</sup> RS 0.211.112.11; RO 1958 1387

notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil fédéral suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil fédéral suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil fédéral suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil fédéral suisse aura reçu ladite notification.

#### **Article 17**

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil fédéral suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

#### **Article 18**

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée par un Etat avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur à son égard.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil fédéral suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

*En foi de quoi* les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Vienne, le 8 septembre 1976, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil fédéral suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

*Suivent les signatures*

33596



**1** Staat:  
État:  
Stato:

**2** Zivilstandsamt  
Service de l'état civil de  
Servizio dello stato civile di

RECTO

<b>3</b>	<b>Auszug aus dem Geburtseintrag Nr. Extrait de l'acte de naissance n° 1) Estratto dell'atto di nascita n.</b>			
<b>4</b>	Tag und Ort der Geburt Date et lieu de naissance Data e luogo di nascita	Jo  _	Mo  _	An  _ _
<b>5</b>	Name Nom Cognome			
<b>6</b>	Vornamen Prénoms Prenomi			
<b>7</b>	Geschlecht Sexe Sexco	<b>8</b> Vater Père Padre	<b>9</b> Mutter Mère Madre	
<b>5</b>	Name Nomi Cognome			
<b>6</b>	Vornamen Prénoms Prenomi			
<b>10</b>	Andere Angaben aus dem Eintrag Autres énonciations de l'acte Altre enunciazioni dell'atto			
<b>11</b>	Tag der Ausstellung, Unterschrift, Stempel Date de délivrance, signature, sceau Data di rilascio, firma, bollo			
	Jo  _	Mo  _	An  _ _	

**SYMBOLES / ZEICHEN / SYMBOLS / SÍMBOLOS / ΣΥΜΒΟΛΑ / SIMBOLI / SYMBOLEN / SÍMBOLOS / ISARETLER / SIMBOLI**

- Jo: Jour / Tag / Day / Dia / Ημέρα / Giorno / Dag / Dia / Gün / Dan
- Mo: Mois / Monat / Month / Mes / Μήν / Mesa / Maand / Mês / Ay / Mesec
- An: Année / Jahr / Year / Año / Έτος / Anno / Jaer / Ano / Yil / Godina
- M: Masculin / Männlich / Masculine / Masculino / Άρρεν / Maschile / Mannelijk / Masculino / Erkek / Muški
- F: Féminin / Weiblich / Feminine / Feminino / Θέλυ / Femmine / Vrouwelijk / Feminino / Kadın / Žensku
- Mar: Marriage / Eheschließung / Marriage / Matrimonio / Γάμος / Matrimonio / Huwelijk / Casamento / Evlenme / Zaključenje braka
- Sc: Separation de corps / Trennung von Tisch und Bett / Legal separation / Separación personal / Χωρισμός από τραπέζης και κοίτης / Separazione personale / Scheidung von tafel en bed / Separação de pessoas e bens / Ayrılık / Fizicka rastava
- Div: Divorce / Scheidung / Divorce / Divorcio / Διαζύγιον / Divorzio / Echtscheidung / Divórcio / Boşanma / Razvod
- A: Annulation / Nichtigerklärung / Annulment / Anulação / Άκυρωσις / Annulamento / Nietigverklaring / Anulação / Iptal / Ponistjenje
- D: Déces / Tod / Death / Defuncion / Θάνατος / Morte / Overlijden / Óbito / Ölümü / Smrt
- Dm: Décès du mari / Tod des Ehemanns / Death of the husband / Defuncion del marido / Θάνατος του συζυγου / Morte del marito / Overlijden van de man / Óbito do marido / Kocenin olumu / Smrt muža
- Df: Déces de la femme / Tod der Ehefrau / Death of the wife / Defuncion de la mujer / Θάνατος της συζυγου / Morte della moglie / Overlijden van de vrouw / Óbito da mulher / Karinin ölümü / Smrt žene

1) L'original de cette formule peut être consulté auprès de l'Office fédéral de l'état civil, 3003 Berne.

EXTRAIT DÉLIVRÉ EN APPLICATION DE LA CONVENTION SIGNÉE À VIENNE LE 8 SEPTEMBRE 1976\*  
 AUSZUG AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN VON WIEN VOM 8. SEPTEMBER 1976\*  
 CERTIFICAT ISSUED IN PURSUANCE OF THE CONVENTION SIGNED AT VIENNA ON SEPTEMBER 8, 1976  
 CERTIFICACION EXPEDIDA EN APLICACION DEL CONVENIO FIRMADO EN VIENA EL 8 DE SEPTIEMBRE DE 1976  
 ΑΠΟΣΤΑΣΙΜΑ ΧΟΡΗΓΟΥΜΕΝΟΝ ΚΑΤ' ΕΦΑΡΜΟΓΗΝ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ ΤΗΣ 8 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1976\*  
 ESTRATTO RILASCIATO IN APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE FIRMATA A VIENNA L' 8 SETTEMBRE 1976\*  
 UITTREKSEL AFGEGEVEN INGEVOLGE DE OVEREENKOMST ONDERTEKEND TE WENEN OP 8 SEPTEMBER 1976  
 CERTIDÃO EMITIDA AO ABRIGO DA CONVENÇÃO ASSINADA EM VIENA AOS 8 DE SETEMBRO DE 1976  
 VIYANADA 8 EYLÜL 1976 TARİHİNDE İMZALANAN SÖZLEŞME UYARINCA VERİLEN ÖRNEK  
 IZVOD IZDAT NA OSNOVU PRIMENE KONVENCIJUE POTPISANE U BEČU 8 SEPTEMBRA 1976

VERSO

1	Country / Estado / Κράτος / Staat / Estado / Devlet / Država
2	Standesamtsbehörde / Civil Registry Office of / Registro Civil de / Ληξιαρχική Αρχή του (ή της ή τών) / Dienst van de burgerlijke stand van / Servicos do registu civil de / Nüfus İdaresi / Matična služba
3	Extract from birth registration no. / Certificación del acta de nacimiento nº. / Απόσπασμα ληξιαρχικής πράξεως γεννήσεως αριθ. / Uttreksel uit de geboortekte nr. / Certidão do assento de nascimento nº. / Doğum sicilii örneği No. / Izvod iz matične knjige br
4	Date and place of birth / Fecha y lugar de nacimiento / Χρονολογία και τόπος γεννήσεως / Geboortedatum en -plaats / Data e lugar do nascimento / Doğum yeri ve tarihi / Datum i mesto rođenja
5	Name / Apellidos / Επώνυμον / Naam / Apellidos / Soyadı / Prezime
6	Forenames / Nombre propio / Όνοματα / Voornamen / Nome próprio / Adi / Ime
7	Sex / Sexo / Φύλον / Geschlecht / Sexo / Cinsiyeti / Pol
8	Father / Padre / Πατήρ / Vater / Pai / Baba / Otac
9	Mother / Madre / Μητέρα / Moeder / Mãe / Ana / Majka
10	Other particulars of the registration / Otros datos del acta / Έτεροι έγγραφοί της πράξεως / Andere vermeldingen van de akte / Outros elementos do assento / Ispisane ait dijeg biljgilor / Drugi podaci iz izvoda
11	Date of issue, signature, seal / Fecha de expedición, firma, sello / Χρονολογία εκδόσεως, ύπογραφή, σφραγίς / Datum van afgifte, handtekening, zegel / Data de emissão, assinatura, selo / Verişi tarihi, imza, mühür / Datum izdavanja, potpis, pečat

\* Zusammenfassung der Artikel 3, 4, 5 und 7 dieses Übereinkommens:

- Die Eintragungen sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen, sie können außerdem in den Schriftzeichen der Sprache geschrieben werden, die bei der Eintragung in das Zivilstandsregister, auf die sie sich beziehen, verwendet worden sind
- Die Daten sind in arabischen Ziffern einzutragen, die nacheinander Tag, Monat und Jahr bezeichnen Tag und Monat sind durch zwei, das Jahr durch vier Ziffern zu bezeichnen Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind durch Ziffern von 01 bis 09 zu bezeichnen
- Jedem Ortsnamen ist der Name des Staates beizufügen, in dem der Ort liegt, wenn dieser Staat nicht dergenge ist, in dem der Auszug ausgestellt wird
- Den Zeichen Mar, Sc, Dv, A, D, Dm und Df sind das Datum und der Name des Ortes des Ereignisses beizufügen Dem Zeichen Mar sind außerdem der Familienname und die Vornamen des Ehegatten beizufügen
- Ermöglicht der Eintrag im Zivilstandsregister nicht, ein Feld oder einen Teil eines Feldes auszufüllen, so ist dieses Feld oder dieser Teil eines Feldes durch Striche unbenutzbar zu machen
- Die Befügung weiterer Felder oder Zeichen bedarf der vorgängigen Genehmigung durch die internationale Kommission für des Zivilstandswesen.

\* Selon les articles 3, 4, 5 et 7 de cette Convention:

- Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent
- Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement le jour, le mois et l'année Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont désignés par des chiffres allant de 01 à 09
- Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé chaque fois que cet Etat n'est pas celui où l'extrait est délivré
- Les symboles Mar, Sc, Dv, A, D, Dm et Df sont suivis de la date et du lieu de l'événement Le symbole Mar est en outre suivi des nom et prénoms du conjoint
- Si le libellé de l'acte ne permet pas de remplir une case ou une partie de case, elles sont rendues inutilisables par des traits
- L'adjonction d'autres cases ou symboles est soumise à l'accord préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil

\* Riassunto degli articoli 3, 4, 5 e 7 di questa Convenzione:

- Le iscrizioni sono scritte in caratteri latini tipografici, possono anche essere scritte nei caratteri della lingua che è stata utilizzata per l'iscrizione nel registro dello stato civile e cui si riferiscono
- Le date sono scritte in cifre arabe indicando successivamente il giorno, il mese e l'anno Il giorno e il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre I primi nove giorni del mese ed i nove primi mesi dell'anno sono indicati con cifre che vanno da 01 a 09
- Il nome di ogni località è seguito dal nome dello Stato in cui tale località è situata ogni volta che questo Stato non sia quello in cui l'estratto è rilasciato.
- I simboli Mar, Sc, Dv, A, D, Dm e Df sono seguiti dalla data e dal luogo dell'evento Il simbolo Mar è anche seguito dal cognome e dai prenomi del congiunto
- Se la formulazione dell'iscrizione nel registro non permette di riempire una casella o parte di una casella dell'estratto, tale casella o parte di casella è annullata mediante tratti
- L'aggiunta di altri caselle o simboli dev'essere precedentemente approvata dall'Assemblea generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

**1** Staat:  
État:  
Stato:

**2** Zivilstandsamt  
Service de l'état civil de  
Servizio dello stato civile di

RECTO

<b>3</b>		Auszug aus dem Heiratsantrag Nr. Extrait de l'acte de mariage n° 1) Estratto dell'atto di matrimonio n.			
<b>4</b>	Tag und Ort der Eheschliessung Date et lieu du mariage Data e luogo del matrimonio		Jo	Mo	An
	<b>5</b>	Ehemann Mari Marito		<b>6</b>	Ehefrau Femme Moglie
<b>7</b>	Name vor der Eheschliessung Nom avant le mariage Cognome prima del matrimonio				
<b>8</b>	Vornamen Prénoms Pronomi				
<b>9</b>	Tag und Ort der Geburt Date et lieu de naissance Data e luogo di nascita		Jo	Mo	An
<b>10</b>	Name nach der Eheschliessung Nom après le mariage Cognome dopo il matrimonio				
<b>11</b>	Andere Angaben aus dem Eintrag Autres énonciations de l'acte Altre enunciazioni dell'atto				
<b>12</b>	Tag der Ausstellung, Unterschrift, Stempel Date de délivrance, signature, sceau Data di rilascio, firma, bollo				
			Jo	Mo	An

SYMBOLES / ZEICHEN / SYMBOLS / SÍMBOLOS / ΣΥΜΒΟΛΑ / SIMBOLI / SYMBOLEN / SÍMBOLOS / ISARETLER / SIMBOLI

- Jo: Jour / Tag / Day / Día / Ἡμέρα / Giorno / Dag / Dia / Gün / Dan
- Mo: Mois / Monat / Month / Mes / Měv / Mese / Meand / Mês / Ay / Mesec
- An: Année / Jahr / Year / Año / Έτος / Anno / Jaar / Ano / Yil / Godina
- Sc: Séparation de corps / Trennung von Tisch und Bett / Legal separation / Separación personal / Χωρισμός από τραπέζης και κλίνης / Separazione personale / Scheidung von tefel en bed / Separação de pessoas e bens / Ayrılık / Fizička rastava
- Div: Divorce / Scheidung / Divorce / Divorcio / Διαζύγιον / Divorzio / Echtscheidung / Divórcio / Božanina / Razvod
- A: Annulation / Nichtigerklärung / Annulment / Anulación / Ακύρωσις / Annullamento / Nietigverklaring / Anulação / Iptal / Ponistenje
- Dm: Décès du mari / Tod des Ehemanns / Death of the husband / Defunción del marido / Θάνατος του συζύγου / Morte del marito / Overlijden van de man / Óbito do marido / Kocanın ölümü / Smrt muža
- Df: Décès de la femme / Tod der Ehefrau / Death of the wife / Defunción de la mujer / Θάνατος της συζύγου / Morte della moglie / Overlijden van de vrouw / Óbito da mulher / Karinin ölümü / Smrt žene

1) L'original de cette formule peut être consulté auprès de l'Office fédéral de l'état civil, 3003 Berne.

EXTRAIT DÉLIVRÉ EN APPLICATION DE LA CONVENTION SIGNÉE À VIENNE LE 8 SEPTEMBRE 1976\*  
 AUSZUG AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN VON WIEN VOM 8 SEPTEMBER 1976\*  
 EXTRACT ISSUED IN PURSUANCE OF THE CONVENTION SIGNED AT VIENNA ON SEPTEMBER 8, 1976  
 CERTIFICACION EXPEDIDA EN APLICACION DEL CONVENIO FIRMADO EN VIENNA EL 8 DE SEPTIEMBRE DE 1976  
 ΑΠΟΣΠΑΣΜΑ ΧΟΡΗΓΟΥΜΕΝΟΝ ΚΑΤ' ΕΦΑΡΜΟΓΗΝ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ ΤΗΣ 8 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1976  
 ESTRATTO RILASCIATO IN APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE FIRMATA A VIENNA L' 8 SETTEMBRE 1976\*  
 UITREKSEL AFGEGEVEN INGEVOLGE DE OVEREENKOMST ONDERTEKEND TE WENEN OP 8 SEPTEMBER 1976  
 CERTIDÃO EMITIDA AO ABRIGO DA CONVENÇÃO ASSINADA EM VIENNA AOS 8 DE SETEMBRO DE 1976  
 VIYANADA 8 EYLÜL 1976 TARIHİNDE İMZALANAN SÖZLEŞME UYARINCA VERİLEN ÖRNEK  
 IZVOD IZDAT NA OSNOVU PRIMENE KONVENCIJE POTPISANE U BEČU 8 SEPTEMBRA 1976

VERSO

1	Country / Estado / Κράτος / Staat / Estado / Devlet / Država
2	Standesamtsbehörde / Civil Registry Office of / Registro Civil de / Ληξιαρχική Αρχή του (Α τής ή τών) / Dienst van de burgerlijke stand van / Servicos do registo civil de / Nüfus İdaresi / Matična služba
3	Extract from marriage registration no / Extracto del acta de matrimonio núm. / Απόσπασμα ληξιαρχικής πράξεως γάμου αριθ. / Uittreksel uit de huwelijksakte nr. / Certidão do assento de casamento nº. / Evlenme sicil numesi No / Izvod iz matične knjige vjenčanih br.
4	Date and place of the marriage / Fecha y lugar del matrimonio / Χρονολογία και τόπος τελέσεως του γάμου / Datum en plaats van huwelijk / Data e lugar do casamento / Evlenme yeri ve tarihi / Datum i mesto zaključenja braka
5	Husband / Marido / Σύζυγος / Man / Marido / Koca / Muž
6	Wife / Mujer / Γυνή / Vrouw / Mulher / Kan / Žena
7	Name before the marriage / Apellidos antes del matrimonio / Ἐπώνυμον πρὸ τοῦ γάμου / Naam vóór het huwelijk / Apellidos antes do casamento / Evlenmeden önceki soyadı / Prezime pre zaključenja braka
8	Forenames / Nombre propio / Ὄνόματα / Voornamen / Nome próprio / Adi / Ime
9	Date and place of birth / Fecha y lugar de nacimiento / Χρονολογία και τόπος γεννήσεως / Geboortedatum en -plaats / Data e lugar do nascimento / Doğum yeri ve tarihi / Datum i mesto rođenja
10	Name following marriage / Apellidos después del matrimonio / Ἐπώνυμον μετὰ τὸν γάμον / Naam na het huwelijk / Apellidos depois do casamento / Evlenmeden sonraki soyadı / Prezime poste zaključenja braka
11	Other particulars of the registration / Otros datos del acta / Ἄλλοι ἐγγραφοὶ τῆς πράξεως / Andere vermeldingen van de akte / Outros elementos do assento / Işleme ait diğer bilgiler / Drugi podaci iz izvoda
12	Date of issue, signature, seal / Fecha de expedición, firma, sello / Χρονολογία ἐκδόσεως, ὑπογραφή, σφραγίς / Datum van afgifte, handtekening, zegel / Data de emissão, assinatura, selo / Venitli tarihi, imza, mühür / Datum izdavanja, potpis, pečat

\*Zusammenfassung der Artikel 3, 4, 5 und 7 dieses Übereinkommens:

- Die Eintragungen sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen; sie können außerdem in den Schriftzeichen der Sprache geschrieben werden, die bei der Eintragung in das Zivilstandsregister, auf die sie sich beziehen, verwendet worden sind.
- Die Daten sind in arabischen Ziffern einzutragen, die nacheinander Tag, Monat und Jahr bezeichnen. Tag und Monat sind durch zwei, das Jahr durch vier Ziffern zu bezeichnen. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind durch Ziffern von 01 bis 09 zu bezeichnen.
- Jedem Ortsnamen ist der Name des Staates beizufügen, in dem der Ort liegt, wenn dieser Staat nicht derjenige ist, in dem der Auszug ausgestellt wird.
- Den Zeichen Sc, Dv, A, Dm und Df sind das Datum und der Name des Ortes des Ereignisses beizufügen.
- Ermöglicht der Eintrag im Zivilstandsregister nicht, ein Feld oder einen Teil eines Feldes auszufüllen, so ist dieses Feld oder dieser Teil eines Feldes durch Striche unbenutzbar zu machen.
- Die Befügung weiterer Felder oder Zeichen bedarf der vorgängigen Genehmigung durch die Internationale Kommission für das Zivilstandswesen.

\*Selon les articles 3, 4, 5 et 7 de cette Convention:

- Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent.
- Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont désignés par des chiffres allant de 01 à 09.
- Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat ou ce lieu est situé chaque fois que cet Etat n'est pas celui où l'extrait est délivré.
- Les symboles Sc, Dv, A, Dm et Df sont suivis de la date et du lieu de l'événement.
- Si le libellé de l'acte ne permet pas de remplir une case ou une partie de case, elles sont rendues inutilisables par des traits.
- L'adjonction d'autres cases ou symboles est soumise à l'accord préalable de la Commission internationale de l'Etat Civil.

\*Riassunto degli articoli 3, 4, 5 e 7 di questa Convenzione:

- Le iscrizioni sono scritte in caratteri latini tipografici, possono anche essere scritte nei caratteri della lingua che è stata utilizzata per l'iscrizione nel registro dello stato civile e cui si riferiscono.
- Le date sono scritte in cifre arabe indicanti successivamente il giorno, il mese e l'anno. Il giorno e il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese ed i nove primi mesi dell'anno sono indicati con cifre che vanno da 01 a 09.
- Il nome di ogni località è seguito dal nome dello Stato in cui tale località è situata ogni volta che questo Stato non sia quello in cui l'estratto è rilasciato.
- I simboli Sc, Dv, A, Dm e Df sono seguiti dalla data e dal luogo dell'evento.
- Se la formulazione dell'iscrizione nel registro non permette di riempire una casella o parte di una casella dell'estratto, tale casella o parte di casella è annullata mediante tratti.
- L'aggiunta di altre caselle o simboli dev'essere precedentemente approvata dall'Assemblea generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

**1** Staat:  
État:  
Stato:

**2** Zivilstandsamt  
Service de l'état civil de  
Servizio dello stato civile di

RECTO

<b>3</b>	Auszug aus dem Todeseintrag Nr. Extrait de l'acte de décès n°1) Estratto dell'atto di morte n.			
<b>4</b>	Tag und Ort des Todes Date et lieu du décès Data e luogo della morte	Jo 	Mo 	An 
<b>5</b>	Name Nom Cognome			
<b>6</b>	Vornamen Prénoms Prenomi			
<b>7</b>	Geschlecht Sexe Sesso			
<b>8</b>	Tag und Ort der Geburt Date et lieu de naissance Data e luogo di nascita	Jo 	Mo 	An 
<b>9</b>	Name des letzten Ehegatten Nom du dernier conjoint Cognome dell'ultimo conjuge			
<b>10</b>	Vornamen des letzten Ehegatten Prénoms du dernier conjoint Prenomi dell'ultimo conjuge			
		<b>12</b>	<b>13</b>	
		Vater Père Padre	Mutter Mère Madre	
<b>5</b>	Name Nom Cognome I			
<b>6</b>	Vornamen Prénoms Prenomi I			
<b>11</b>	Tag der Ausstellung, Unterschrift, Stempel Date de délivrance, signature, sceau Data di rilascio, firma, bollo			
		Jo 	Mo 	An 

**SYMBOLES / ZEICHEN / SYMBOLS / SÍMBOLOS / ΣΥΜΒΟΛΑ / SIMBOLI / SYMBOLEN / SÍMBOLOS / ISARETLER / SIMBOLI**

- Jo: Jour / Tag / Day / Dia / Ημέρα / Giorno / Dag / Dia / Gün / Dan
- Mo: Mois / Monat / Month / Mes / Miv / Mese / Maand / Mês / Ay / Mesec
- An: Année / Jahr / Year / Año / Έτος / Anno / Jaar / Ano / Yil / Godina
- M: Masculin / Männlich / Masculine / Masculino / Άρρεν / Maschile / Mannelijk / Masculino / Erkek / Muško
- F: Feminin / Weiblich / Feminine / Femenino / Θήλυ / Femminile / Vrouwelijk / Feminino / Kadın / Žensku

1) L'original de cette formule peut être consulté auprès de l'Office fédéral de l'état civil, 3003 Berne.

EXTRAIT DÉLIVRÉ EN APPLICATION DE LA CONVENTION SIGNÉE À VIENNE LE 8 SEPTEMBRE 1976\*  
 AUSZUG AUSGESTELLT GEMÄSS DEM ÜBEREINKOMMEN VON WIEN VOM 8 SEPTEMBER 1976\*  
 EXTRACT ISSUED IN PURSUANCE OF THE CONVENTION SIGNED AT VIENNA ON SEPTEMBER 8, 1976  
 CERTIFICACION EXPEDIDA EN APLICACION DEL CONVENIO FIRMADO EN VIENNA EL 8 DE SEPTIEMBRE DE 1976  
 ΑΠΟΣΠΑΣΜΑ ΧΟΡΗΓΟΥΜΕΝΟ ΚΑΤ' ΕΦΑΡΜΟΓΗΝ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ ΤΗΣ 8 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1976  
 ESTRATTO RILASCIATO IN APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE FIRMATA A VIENNA L' 8 SETTEMBRE 1976\*  
 UITTREKSEL AFGEGEVEN INGEVOLGE DE OVEREENKOMST ONDERTEKEND TE WENEN OP 8 SEPTEMBER 1976  
 CERTIDÃO EMITIDA AO ABRIGO DA CONVENÇÃO ASSINADA EM VIENNA AOS 8 DE SETEMBRO DE 1976  
 VIYANADA 8 EYLUL 1976 TARIHİNDE İMZALANAN SÖZLEŞME UYARINCA VERİLEN ÖRNEK  
 IZVOD IZDAT NA OSNOVU PRIMENE KONVENCIJE POTPISANE U BEČU 8 SEPTEMBRA 1976

VERSO

1	Country / Estado / Κράτος / Staat / Estado / Devlet / Država
2	Standesamtsbehörde / Civil Registry Office of / Registro Civil de / Αντιστασιακή Αρχη του (ή της ή τών) / Dienst van de burgerlijke stand van / Servicos do registro civil de / Nüfus İdaresi / Matricina služba
3	Extract from death registration no. / Certificación del acta de defunción núm. / Απόσπασμα ληξιαρχικής πράξης θανάτου αριθ. / Uittreksel uit de overlijdensakte nr. / Certidão do assento de óbito nº / Ólüm siçil örneği No / Izvod iz matricne knjige umrlih br
4	Date and place of death / Fecha y lugar de la defunción / Χρονολογία και τόπος θανάτου / Datum en plaats van overlijden / Data e lugar do óbito / Ólüm yeri ve tarihi / Datum i mesto smrti
5	Name / Apellidos / Επώνυμον / Naam / Apellidos / Soyadı / Prezime
6	Forenames / Nombre propio / Όνόματα / Voornamen / Nome próprio / Adı / İme
7	Sex / Sexo / Φύλον / Geschlecht / Sexo / Cinsiyeti / Pol
8	Date and place of birth / Fecha y lugar de nacimiento / Χρονολογία και τόπος γεννήσεως / Geboortedatum en -plaats / Data e lugar do nascimento / Doğum yeri ve tarihi / Datum i mesto rođenja
9	Name of the last spouse / Apellidos del último cónyuge / Επώνυμον του τελευταίου συζύγου / Naam van de laatste echtgenoot / Apellidos do último cónyuge / Son eşin soyadı / Prezime poslednjeg suprružnika
10	Forenames of the last spouse / Nombre propio del último cónyuge / Όνόματα του τελευταίου συζύγου / Voornamen van de laatste echtgenoot / Nome próprio do último cónyuge / Son eşin adı / İme poslednjeg suprružnika
11	Date of issue, signature, seal / Fecha de expedición, firma, sello / Χρονολογία εκδόσεως, ύπογραφή, σφραγίς / Datum van afgifte, handtekening, zegel / Data de emissão, assinatura, selo / Verişi tarihi, imza, mühür / Datum izdavanja, potpis, pečat
12	Father / Padre / Πατήρ / Vater / Pai / Baba / Otac
13	Mother / Madre / Μητέρα / Moeder / Mãe / Ana / Majka

\* Zusammenfassung der Artikel 3, 4, 5 und 7 dieses Übereinkommens:

- Die Eintragungen sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen, sie können außerdem in den Schriftzeichen der Sprache geschrieben werden, die bei der Eintragung in das Zivilstandsregister, auf die sie sich beziehen, verwendet worden sind
- Die Daten sind in arabischen Ziffern einzutragen, die nacheinander Tag, Monat und Jahr bezeichnen. Tag und Monat sind durch zwei, das Jahr durch vier Ziffern zu bezeichnen. Die ersten neun Tage des Monats und die ersten neun Monate des Jahres sind durch Ziffern von 01 bis 09 zu bezeichnen
- Jedem Ortsnamen ist der Name des Staates beizufügen, in dem der Ort liegt, wenn dieser Staat nicht dergleichen ist, in dem der Auszug ausgestellt wird
- Ermöglicht der Eintrag im Zivilstandsregister nicht, ein Feld oder einen Teil eines Feldes auszufüllen, so ist dieses Feld oder dieser Teil eines Feldes durch Striche unbenutzbar zu machen
- Die Befügung weiterer Felder oder Zeichen bedarf der vorgängigen Genehmigung durch die Internationale Kommission für das Zivilstandswesen.

\* Selon les articles 3, 4, 5 et 7 de cette Convention:

- Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie, elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent
- Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont désignés par des chiffres allant de 01 à 09
- Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé chaque fois que cet Etat n'est pas celui où l'extrait est délivré
- Si le libellé de l'acte ne permet pas de remplir une case ou une partie de case, elles sont rendues inutilisables par des traits
- L'adjonction d'autres cases ou symboles est soumise à l'accord préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

\* Riassunto degli articoli 3, 4, 5 e 7 di questa Convenzione:

- Le iscrizioni sono scritte in caratteri latini tipografici, possono anche essere scritte nei caratteri della lingua che è stata utilizzata per l'iscrizione nel registro dello stato civile e cui si riferiscono
- Le date sono scritte in cifre arabe indicanti successivamente il giorno, il mese e l'anno. Il giorno e il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese ed i nove primi mesi dell'anno sono indicati con cifre che vanno da 01 a 09
- Il nome di ogni località è seguito dal nome dello Stato in cui tale località è situata ogni volta che questo Stato non sia quello in cui l'estratto è rilasciato
- Se la formulazione dell'iscrizione nel registro non permette di riempire una casella o parte di una casella dell'estratto, tale casella o parte di casella è annullata mediante tratti
- L'aggiunta di altri caselle o simboli dev'essere precedentemente approvata dall'Assemblea generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile

**Champ d'application de la convention le 18 avril 1990**

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Autriche .....	12 mars	1981	30 juillet	1983
Espagne .....	25 mars	1980	30 juillet	1983
France .....	17 décembre	1986	16 janvier	1987
Italie .....	14 août	1979	30 juillet	1983
Luxembourg .....	28 avril	1978	30 juillet	1983
Pays-Bas <sup>1)</sup> .....	27 mars	1987	26 avril	1987
Portugal .....	30 juin	1983	30 juillet	1983
Suisse <sup>1)</sup> .....	19 mars	1990	18 avril	1990
Turquie .....	31 mai	1985	30 juin	1985

**Réserve et déclaration****Pays-Bas**

La convention est applicable au Royaume en Europe.

**Suisse**

La Confédération suisse déclare, aux termes de l'article 11, qu'elle se réserve la faculté de ne pas appliquer la présente convention aux extraits d'actes de naissance concernant les enfants adoptés dont la filiation d'origine subsiste.

33596

<sup>1)</sup> Réserve et déclaration, voir ci-après.

# Convention du 1<sup>er</sup> juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps

RS 0.211.212.3; RO 1976 1546

---

## Champ d'application de la convention le 15 avril 1990, complément<sup>1)</sup>

Etat partie	Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Australie <sup>2)</sup> .....	24 septembre 1985 A <sup>3)</sup>	4)

## Déclaration

**Australie (RO 1986 758, 1987 490)**

*Article 23<sup>5)</sup>*: Le Gouvernement australien a notifié le 21 mai 1987 que la convention s'appliquera dorénavant à tous les systèmes de droit d'Australie.

33545

<sup>1)</sup> La présente publication complète celles qui figurent au RO 1976 1554, 1977 1296 1655, 1979 507, 1982 251, 1983 230, 1984 218, 1985 1373, 1986 758 et 1987 490.

<sup>2)</sup> Déclaration, voir ci-après.

<sup>3)</sup> En vertu de l'article 28, l'adhésion n'a d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion.

<sup>4)</sup> La convention est entrée en vigueur pour l'Australie également dans les rapports avec la Finlande dès le 6 avril 1990.

<sup>5)</sup> Cette déclaration remplace celle qui figure au RO 1986 758.

# **Convention du 15 novembre 1965 concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption**

RS 0.211.221.315; RO 1978 2090

---

## **Champ d'application de la convention le 1<sup>er</sup> avril 1990, complément<sup>1)</sup>**

### **Déclaration**

**Autriche (RO 1978 2098)**

*Modification de la déclaration concernant l'article 17, lettre a)*

#### *Article 17*

a) Dispositions relatives aux consentements et consultations:

Pour réaliser une adoption, il est nécessaire tout d'abord de passer un contrat écrit. Si l'enfant adoptif n'a pas encore la capacité juridique, un représentant légal doit agir à sa place pour conclure le contrat. Les personnes suivantes doivent donner leur consentement:

1. les parents de l'enfant adoptif mineur;
2. l'époux de l'adoptant;
3. l'époux de l'adopté.

Le droit de donner son consentement cesse d'être attribué à une des personnes mentionnées si elle a conclu le contrat d'adoption comme représentant légal de l'enfant adoptif, de plus, si non seulement de façon temporaire elle est hors d'état de faire une déclaration sensée ou si sa résidence est inconnue depuis six mois au moins.

Le tribunal est tenu de remplacer, sur demande d'une partie contractante, le consentement refusé s'il n'y a pas de raisons justifiant le refus.

Ont le droit d'être entendu:

1. l'enfant adoptif qui n'a pas de capacité juridique à partir de l'âge de cinq ans révolus, sauf dans le cas où il a déjà vécu chez l'adoptant depuis cette date;
2. les parents de l'enfant adoptif majeur;
3. les parents nourriciers ou le directeur du foyer d'enfants dans lequel se trouve l'enfant adoptif;
4. l'organisme de protection de l'enfance et de la jeunesse.

Le droit de consultation d'un des ayants droit mentionnés ne lui revient plus s'il a conclu le contrat d'adoption comme représentant légal adoptif; de plus, s'il est impossible de le consulter ou s'il ne peut être consulté qu'avec des difficultés sans commune mesure.

33546

<sup>1)</sup> La présente publication complète celles qui figurent au RO 1978 2098 et 1984 989.

# Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants

RS 0.211.221.431; RO 1964 1287

---

## Champ d'application de la convention le 1<sup>er</sup> avril 1990, complément<sup>1)</sup>

Etat partie	Ratification		Entrée en vigueur	
Pays-Bas <sup>2)</sup> .....	15 octobre	1962	14 décembre	1962
Aruba .....	13 juillet	1986 <sup>3)</sup>	13 janvier	1987

33547

<sup>1)</sup> La présente publication complète celles qui figurent au RO 1976 1729, 1977 1628 et 1982 1358.

<sup>2)</sup> Cette publication remplace celle qui figure au RO 1976 1729.

<sup>3)</sup> Date de la notification du Gouvernement des Pays-Bas aux Etats parties concernant l'application de la convention à Aruba.

# Convention européenne du 20 mai 1980 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants

RS 0.211.230.01; RO 1983 1681

---

## Champ d'application de la convention le 1<sup>er</sup> mai 1990, complément<sup>1)</sup>

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Norvège <sup>2)</sup> .....	17 janvier	1989	1 <sup>er</sup> mai	1989
Suède <sup>2)</sup> .....	28 mars	1989	1 <sup>er</sup> juillet	1989

## Réserves et déclarations

### Norvège

Conformément à l'article 17, paragraphe 1, le Gouvernement de la Norvège fait la réserve selon laquelle, dans les cas prévus aux articles 8 et 9, la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la garde pourront être refusées pour l'un des motifs prévus à l'article 10.

Conformément à l'article 6, paragraphe 3, la Norvège se réserve le droit de ne pas accepter les communications rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe 2, la Norvège déclare que les accords entre pays nordiques relatifs à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière de garde des enfants s'appliqueront entre les pays nordiques à la place de cette convention.

Conformément aux dispositions de l'article 2, le Ministère Royal de la Justice et de la Police, Département des affaires civiles, est désigné comme autorité centrale.

### Suède

Conformément aux dispositions des articles 27 et 17, la Suède fait la réserve selon laquelle, dans les cas prévus aux articles 8 et 9, ou à l'un de ces articles, la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la garde pourront être refusées pour l'un des motifs prévus à l'article 10.

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe 2, la Suède déclare que les accords entre les pays nordiques concernant la reconnaissance et l'exécution

<sup>1)</sup> La présente publication complète celles qui figurent au RO 1983 1692, 1985 501, 1986 178, 1987 492 et 1988 2020.

<sup>2)</sup> Réserves et déclarations, voir ci-après.

des décisions relatives à la garde des enfants s'appliqueront entre les pays nordiques à la place de la présente convention.

Conformément aux dispositions de l'article 2, le Ministère des Affaires étrangères est désigné comme autorité centrale.

33548



# Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants

RS 0.211.230.02; RO 1983 1694

## Champ d'application de la convention le 1<sup>er</sup> mai 1990, complément<sup>1)</sup>

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur		
Belize <sup>2)</sup> .....	22 juin	1989 A <sup>3)</sup>	4)	
Norvège <sup>2)</sup> .....	9 janvier	1989	1 <sup>er</sup> avril	1989
Suède <sup>2)</sup> .....	22 mars	1989	1 <sup>er</sup> juin	1989

## Réserves et déclarations

### Belize

1. Toute demande ou autre document transmis à l'autorité centrale en vertu de la convention sera accompagné d'une traduction en anglais et non pas en français.
2. Belize ne sera tenu au paiement des frais concernant les demandes en vertu de la convention liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance judiciaire et juridique.

### Norvège

1. Conformément aux articles 24 et 42, le Gouvernement norvégien se réserve le droit de ne pas accepter les demandes, communications ou autres documents adressés à l'autorité centrale en langue française.
2. Conformément aux articles 26 et 42, la Norvège fait la réserve qu'elle n'est tenue au paiement des frais liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par la Loi du 13 juin 1980 relative à l'assistance judiciaire.

<sup>1)</sup> La présente publication complète celles qui figurent au RO 1983 1710, 1985 75, 1986 1900, 1987 494 et 1988 2021.

<sup>2)</sup> Réserves et déclarations, voir ci-après.

<sup>3)</sup> En vertu de l'article 38, l'adhésion n'a d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion.

<sup>4)</sup> A ce jour, la convention n'est entrée en vigueur pour Belize que dans les rapports avec l'Australie dès le 1<sup>er</sup> mars 1990, les Etats-Unis le 1<sup>er</sup> novembre 1989, la Grande-Bretagne le 1<sup>er</sup> octobre 1989 et le Portugal le 1<sup>er</sup> mai 1990.

3. Le Gouvernement norvégien a fait savoir que l'autorité centrale prévue à l'article 6 de la convention sera:

Justisdepartementet  
Rettskjelpskontor  
Postboks 8005 dep  
0030 Oslo 1

**Suède**

1. Conformément aux articles 26 et 42, la Suède déclare qu'elle n'est tenue au paiement des frais visés à l'article 26, alinéa 2, liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par le système d'assistance judiciaire suédois.

2. La Suède a désigné comme autorité centrale, prévue à l'article 6 de la convention, le Ministère des affaires étrangères.

33549

**AS-1990-18 vom 08.05.1990 (S. 665-688)**

**RO-1990-18 du 08.05.1990 (p. 665-688)**

**RU-1990-18 del 08.05.1990 (p. 665-688)**

In	Amtliche Sammlung
Dans	Recueil officiel
In	Raccolta ufficiale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	1990
Volume	
Volume	
Heft	18
Cahier	
Numero	
Datum	08.05.1990
Date	
Data	
Seite	665-688
Page	
Pagina	
Ref. No	30 005 045

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.